

## JOURNAL OFFICIEL DU SENEGAL

[Imprimer](#)

## MINISTERE DE LA JEUNESSE

## DECRET n° 2011-189 du 8 février 2011

DECRET n° 2011-189 du 8 février 2011 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Fonds national de Promotion de la Jeunesse (FNPJ).

**RAPPORT DE PRESENTATION**

Le présent projet de décret abroge et remplace le décret n° 2001-284 du 13 avril 2001 portant création du Fonds national de Promotion de la Jeunesse (FNPJ) en application de l'article 16 de la loi d'orientation sur les agences d'exécution.

Il a pour objet de conformer la statut du FNPJ aux dispositions de la loi d'orientation n° 2009-20 du 4 mai 2009 sur les agences d'exécution et à celles du décret n° 2009-522 du 4 juin 2009 portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution.

En outre, les modifications apportées au décret n° 2001-284 du 13 avril 2001, intègrent aussi les directives présidentielles prescrites à l'issue de la vérification par la Cour des Comptes, des exercices 2001 et 2002 du Fonds national de Promotion de la jeunesse. C'est ainsi que les missions du FNPJ sont recentrées exclusivement autour de l'insertion socio économique des jeunes et de leurs groupements.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

Le Président de la République :

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 67 ;

Vu la loi n° 90-07 du 28 juin 1990, relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;

Vu la loi d'orientation n° 2009-20 du 4 mai 2009 sur les agences d'exécution ;

Vu le décret n° 2001-284 du 13 avril abrogeant le décret n° 2000-829 du 16 octobre 2000 portant création du Fonds national de Promotion de la Jeunesse (FNPJ) ;

Vu le décret n° 2009-522 du 4 juin 2009 portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;

Vu le décret n° 2009-541 du 5 juin 2009 relatif aux attributions du Ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs ,

Vu le décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères ;

Sur le rapport du Ministre de la Jeunesse,

Decrete :

**Article premier.** - Il est créé, dans les conditions prévues par la loi d'orientation n° 2009-20 du 4 mai 2009 sur les agences d'exécution, notamment en son article 16, un Fonds dénommé : Fonds national de Promotion de la Jeunesse (FNPJ).

Le FNPJ, personne morale de droit public, doté de l'autonomie financière est placé sous la tutelle technique du Ministre chargé de la Jeunesse et sous la tutelle financière du Ministre chargé des Finances.

**Art. 2.** - Le Fonds national de Promotion de la Jeunesse a pour missions notamment de financer :

- des projets de création d'entreprises ou d'activités génératrices de revenus initiés par les jeunes ou leurs groupements ;
- des actions de formation, d'information et de communication des jeunes qui concourent à l'insertion des jeunes ;
- des projets d'études, de suivi, de supervision et d'évaluation des programmes d'insertion des jeunes.

**Art. 3.** - Il est institué un contrat de performance entre le FNPJ et ses autorités de tutelle, suivant les dispositions du décret portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution, notamment en son article 16.

Les activités du FNPJ sont fixées par ledit contrat qui lui assigne les objectifs en rapport avec ses missions.

**Art. 4.** - Les organes du Fonds national de Promotion de la Jeunesse sont :

- le Conseil de Surveillance ;
- la Direction générale.

**Art. 5.** - Le Conseil de Surveillance assure la supervision des activités du Fonds en application des orientations et de la politique de l'Etat définies dans le domaine d'activité du FNPJ.

Il assiste, par ses avis et recommandations, le Directeur général du FNPJ dans l'exercice de ses fonctions et attributions.

Il délibère et approuve :

- les budgets ou comptes prévisionnels annuels avant la fin de l'année précédente ;
- les programmes pluriannuels d'action et d'investissement ;
- le manuel des procédures ;
- les rapports annuels d'activité du Directeur général ;
- les états financiers de l'agent comptable, au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, sur la base du rapport du commissaire aux comptes ou de l'auditeur des comptes.
- l'organigramme de l'agence ;
- la grille de rémunération ou l'accord collectif d'établissement du personnel du FNPJ ;
- le rapport sur la performance dans les six mois suivant la clôture de l'exercice ;
- le règlement intérieur.

Le Conseil de Surveillance choisit le commissaire aux comptes ou l'auditeur privé et fixe ses honoraires.

**Art. 6.** - Le Conseil de Surveillance du Fonds national de Promotion de la Jeunesse est composé

des membres suivants :

- un représentant de la Primature ;
- deux représentants du Ministre chargé de la Jeunesse ;
- deux représentants du Ministre chargé des Finances ;
- un représentant du Ministre chargé de l'emploi ;
- et un représentant du Conseil national de la Jeunesse du Sénégal.

Il est désigné un suppléant pour chaque membre.

Le Président du Conseil de Surveillance est nommé par décret.

Le contrôleur financier ou son représentant assiste, avec voix consultative aux réunions du Conseil de Surveillance.

**Art. 7.** - Tous les membres du Conseil de Surveillance sont nommés pour un mandat de trois ans renouvelables une seule fois.

Leur mandat prend fin à l'expiration normale de sa durée, par décès ou par démission. Il prend également fin à la suite de la perte de la qualité qui avait motivé la nomination ou par la révocation à la suite d'une faute grave ou d'agissements incompatibles avec la fonction de membre du Conseil de Surveillance.

En cas de décès en cours de mandat ou dans toutes les hypothèses où un membre du Conseil de Surveillance n'est plus en mesure, d'exercer son mandat, il est immédiatement pourvu à son remplacement par le Chef de l'administration ou de l'organe qu'il représente, pour la période du mandat restant à couvrir.

Art. 8. - Les membres du Conseil de Surveillance perçoivent, à l'occasion des réunions du Conseil de Surveillance, une indemnité de session fixée par décret.

Art. 9. - Le Conseil se réunit en session ordinaire, au moins tous les trimestres, sur convocation de son Président. Il peut se réunir en session extraordinaire sur simple convocation de son Président ou à la demande du tiers au moins de ses membres.

En cas d'absence du Président, le membre le plus ancien assure la présidence.

En cas de refus ou de silence du Président dûment constaté, ou lorsque les circonstances l'exigent l'autorité de tutelle technique peut procéder à la convocation du Conseil de Surveillance en sa séance extraordinaire.

La Convocation est de droit s'il est demandé par le ministre de tutelle.

La convocation, l'ordre du jour et les dossiers correspondants sont adressés à chaque membre au moins quinze jours francs avant la réunion

Les sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil de Surveillance ont lieu au siège de l'agence ou en tout lieu indiqué par le Président sur la convocation.

Le Conseil de Surveillance ne délibère valablement sur toute question inscrite à son ordre du jour que si les deux tiers au moins de ses membres ou de leurs suppléants sont présents.

Si le quorum nécessaire pour délibérer n'est pas atteint lors de la première convocation, il est ramené à la majorité simple pour les convocations suivantes.

Les décisions du Conseil de Surveillance sont prises à la majorité simple des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Le Président du Conseil de Surveillance peut inviter toute personne physique ou morale qualifiée à

participer, avec voix consultative aux travaux du Conseil.

Le secrétariat du Conseil de Surveillance est assuré par le Directeur Général du Fonds.

**Art. 10.** - Les délibérations du Conseil de Surveillance font l'objet d'un procès-verbal signé par le Président et le Secrétaire de séance. Ce procès-verbal mentionne, en outre les noms des membres ou leurs suppléants présents à la réunion, ainsi que ceux des personnes invitées à titre consultatif.

Les délibérations sont consignées dans un registre spécial coté et paraphé par un membre du Conseil de Surveillance.

Les extraits des délibérations sont envoyés dans les cinq jours francs suivant la réunion du conseil aux autorités de tutelle.

**Art. 11.** - Le fonds National de Promotion de la Jeunesse est dirigé par un Directeur Général nommé par décret sur proposition du Ministre chargé de la Jeunesse parmi les agents de la hiérarchie A ou assimilée.

Le Directeur Général est assisté d'un Secrétaire Général qui le supplée en cas d'absence ou d'empêchement.

Le Secrétaire Général est nommé par décret parmi les agents de la hiérarchie A ou assimilée.

**Art. 12.** - Le Directeur Général est investi du pouvoir de décision nécessaire à la bonne marche de l'Agence et veille à l'exécution des décisions prises par le Conseil de Surveillance et par les autorités de tutelle.

A ce titre, il est notamment chargé :

- de représenter l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
- d'élaborer et exécuter les programmes d'actions pluriannuels et les plans d'actions annuels ;
- de préparer le budget et de l'exécuter en qualité d'ordonnateur ;
- de soumettre au Conseil de Surveillance, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, l'état d'exécution du budget précédent, le rapport d'activités annuel et le rapport social ;
- de proposer l'organigramme de l'agence et de le soumettre pour adoption au Conseil de Surveillance ;
- de transmettre les rapports trimestriels relatifs à l'exécution du budget et à la trésorerie de l'agence dans les quinze jours suivant l'échéance, aux autorités chargées de la tutelle technique et de la tutelle financière ;
- de recruter et d'administrer les membres du personnel suivant les dispositions du manuel de procédure et d'exercer sur eux l'autorité hiérarchique.

Le Directeur Général a la qualité d'employeur au sens du Code du Travail.

**Art. 13.** - Conformément au classement de l'agence, la rémunération ou les avantages divers accordés au Directeur Général sont fixés par décret.

**Art. 14.** - Les ressources financières du Fonds national de Promotion de la Jeunesse sont constituées :

- de la subvention annuelle allouée par l'Etat, inscrite au budget général ;
- des subventions non affectées des entreprises publiques et autres personnes morales ;
- des produits des placements effectués sur les ressources du Fonds ;

- des intérêts des prêts consentis aux jeunes ;
- des dons et legs ;
- des financements consentis par les partenaires au développement en vertu des conventions et accords conclus avec le Gouvernement.

**Art. 15.** - Le FNPJ est autorisé à ouvrir des comptes bancaires administrés par le Directeur Général.

**Art. 16.** - Les opérations financières et comptables de l'Agence sont assurées par un Agent comptable nommé par arrêté du Ministre chargé des finances sur proposition du Directeur chargé de la Comptabilité publique et placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur Général.

Le règlement des dépenses du FNPJ se fait dans le respect de la double signature du Directeur Général et de l'Agent comptable.

Les ressources du Fonds sont utilisées entièrement et exclusivement pour l'exécution de ses missions.

La comptabilité du Fonds est tenue suivant les règles et les principes de la comptabilité privée.

A cet effet, le Fonds national de Promotion de la Jeunesse doit être dotée d'une nomenclature de compte ou de plan comptable adapté, dûment approuvé par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de la jeunesse.

**Art. 17.** - Les opérations financières du Fonds national de Promotion de la Jeunesse sont soumises à un contrôle interne permanent et à un contrôle externe spécialisé.

Le contrôle externe est exercé par les organes de contrôle compétents de l'Etat.

**Art. 18.** - Le personnel du FNPJ relève du Code du Travail.

Toutefois, les agents de l'Etat, en détachement ou en suspension d'engagement, relèvent de leur statut ou de leur régime spécial d'origine.

Les agents de l'Etat sont également soumis aux règles régissant l'emploi occupé au sein du Fonds, sous réserves des dispositions relatives à la fin de détachement, à la fin de la suspension d'engagement ou à la retraite, prévues, selon le cas, par le statut général de la Fonction publique de l'Etat ou le code des pensions civiles et militaires de retraite.

**Art. 19.** - Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment le décret n° 2001-284 du 13 avril 2001 portant création du Fonds national de Promotion de la Jeunesse.

**Art. 20.** - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre de la Jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Dakar, le 8 février 2011.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE.